



# Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 155 du 6 septembre 2020

Au sommaire :

- Face à la République de Macron et des classes privilégiées, la Commune, le pouvoir démocratique des travailleurs pour changer le monde - Galia Trépère
- Faire du NPA le porte-parole de la révolte et de la contestation des travailleurs, des femmes, des jeunes, leur outil politique - Isabelle Ufferte

## Face à la République de Macron et des classes privilégiées, la Commune, le pouvoir démocratique des travailleurs pour changer le monde

Vendredi dernier, 4 septembre, Macron avait choisi de commémorer la naissance de la 3<sup>ème</sup> République, à la recherche d'une légitimité historique pour préparer la suite, une campagne sécuritaire destinée à rivaliser avec la droite et l'extrême droite, une offensive réactionnaire pour tenter d'intimider et de museler les classes populaires au nom de la lutte contre la « banalisation de la violence », le « séparatisme » et le « communautarisme ».

Tous les politiciens nous rebattent les oreilles de la « République » mais celle-ci n'est qu'une forme de domination de la bourgeoisie contre le peuple, et les droits sociaux et démocratiques que cette dernière a dû concéder ne l'ont été que sous la pression des luttes, des révoltes, des révolutions. La 3<sup>ème</sup> République, proclamée le 4 septembre 1870, après la capitulation de Napoléon III devant la Prusse, sous la pression du soulèvement populaire, fit fusiller en masse neuf mois plus tard les ouvriers et artisans insurgés qui avaient institué leur propre pouvoir, la Commune de Paris. La bourgeoisie, le capital stabilisaient leur domination contre le peuple auquel, cependant, ils durent ensuite concéder des acquis démocratiques. Leur République commencée avec les massacres des Communards s'acheva avec la collaboration de Pétain, de l'État français avec Hitler et les nazis. C'était la République versaillaise, colonialiste, pétainiste vouée à servir le développement du capitalisme impérialiste.

### De la France coloniale...

Macron assume cette continuité et cette filiation qu'il élargit même... à la Monarchie ! « C'est tout cela entrer en République française, a-t-il développé lors de la cérémonie au Panthéon. Aimer nos paysages, notre histoire, notre culture en bloc, toujours. Le Sacre de Reims et la

Fête de la Fédération, c'est pour cela que la République ne déboulonne pas de statues, ne choisit pas simplement une part de son histoire, car on ne choisit jamais une part de France, on choisit la France. » L'imposteur oublie que la République est née d'une grande révolution qui, au passage, guillotina Louis XVI.

Il ne se situe pas dans la continuité révolutionnaire mais dans celle des possédants, des profiteurs, des spéculateurs, des sabre-peuple. Quand il se rend au Liban ou en Irak, il est dans la continuité de la France coloniale dont il interdit de déboulonner les statues. Mardi à Beyrouth, il a soutenu les amis des banques françaises, les cliques dirigeantes corrompues que la population, la jeunesse en particulier, conteste courageusement depuis des mois. Il veut sauver un régime failli, ses dirigeants considérés à juste titre comme responsables de l'explosion du 4 août dernier alors que les manifestants venus le conspuer étaient violemment réprimés par la police.

Le lendemain en Irak, même soutien aux autorités qui ont fait réprimer violemment le mouvement de révolte faisant au moins 500 morts depuis octobre 2019.

Dans la nouvelle configuration créée au Moyen-Orient par le retrait des États-Unis, Macron avance les pions de l'État français, comme aussi ses navires de guerre en Méditerranée orientale contre la Turquie, pour servir les intérêts des multinationales françaises de l'armement, de la construction, de l'énergie et autres. La mort tragique récente de deux soldats français au Mali rappelle que plus de 5000 militaires y sont engagés depuis 2013 au nom de la lutte contre le terrorisme, « pour la France », dit Macron, pour ses intérêts de grande puissance en réalité, ceux des Total, Bouygues, Bolloré, Orange, Areva... et contre les peuples.

## ... à la France du racisme, des violences policières et du tout sécuritaire...

Vendredi, Macron avait aussi choisi de mettre en scène, de manière on ne peut plus solennelle, au Panthéon, la naturalisation de... cinq personnes venant de différents pays et continents, une façon de vanter une République et une France terre d'accueil.

Quel mensonge, quelle hypocrisie, quelle provocation alors que Macron, ignorant délibérément les insultes et les violences racistes qui sont monnaie courante de la part de la police, fait l'éloge des forces de l'ordre et menace de lourdes condamnations ceux qui s'en prendraient à elles. Alors que le ministre de l'Intérieur parle d' « *ensauvagement* » à propos des banlieues et que le gouvernement prépare un projet de loi destiné à « *lutter contre le séparatisme et contre le communautarisme* ».

Démagogie criminelle contre les musulmans au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste, sécuritaire à tout-va au prétexte de la lutte contre les trafiquants de drogue, violences policières légitimées contre les manifestants, Macron annonce la couleur, la réduction des libertés et des droits démocratiques nécessaire pour imposer la régression sociale.

En essayant de se grandir « à la hauteur de l'histoire », Macron l'imposteur ne fait que révéler à quel point sa politique est à l'opposé des grands principes proclamés par la République de la bourgeoisie que celle-ci foule quotidiennement aux pieds.

## ... à la « France relance »... des profits

Jeudi dernier, Castex, le Premier ministre présentait le plan de relance « *Relance France* » qui met à nouveau 100 milliards d'euros sur la table pour sauvegarder l'existence et les profits des grands groupes capitalistes. Dans son discours de présentation il a vanté l'action du gouvernement dans les six derniers mois. « *Dès les premières heures de la crise, [...] un plan d'urgence de 470 milliards d'euros a été déployé en quelques jours. Cela a permis de préserver notre pouvoir d'achat, bien plus efficacement que dans les pays voisins, de sauver des millions d'emplois et d'éviter des milliers de faillites d'entreprises.*

[...] *Il est économiquement et socialement, infiniment, préférable de dégrader temporairement les soldes publics pour investir, réarmer l'économie et repartir de l'avant - plutôt que de s'enfoncer dans l'austérité, laisser exploser le chômage, la misère et les drames humains ».*

Quel cynisme ! Comme si le chômage et la misère n'avaient pas explosé, avec plus d'un million supplémentaire de travailleurs sans aucune activité et combien de non-déclarés parce que sans-papiers ou travaillant au noir ! Plus de 8 millions de femmes et d'hommes sont réduits à avoir recours à l'aide alimentaire ! Et combien qui n'ont aucune ressource, dont les jeunes de moins de 25 ans qui n'ont pas droit au RSA ou les sans-papiers sans aucune protection sociale !

L'État aurait préservé les emplois en consacrant des dizaines de milliards au financement du chômage partiel ? En fait un énorme cadeau au patronat et une baisse de salaire de 16 % pour les travailleurs !

« *Il n'y a pas d'argent magique* », avait répondu Macron en avril dernier à une aide-soignante du CHU de Rouen qui dénonçait la misère des hôpitaux. Il coule à flots maintenant pour renflouer les grands groupes capitalistes, les aider à se restructurer en licenciant, baisser leurs impôts, etc.

Mais rien ou presque pour les hôpitaux toujours aussi démunis alors que le pouvoir et les médias diffusent à longueur de temps des nouvelles alarmistes sur les risques d'une recrudescence de l'épidémie de Covid et que les autorités enchaînent ordres, contre-ordres et propos contradictoires pour essayer de donner le change et masquer leur incurie. Rien non plus pour les établissements scolaires et universitaires qui ne peuvent accueillir tous les élèves par manque d'équipements et de personnel sans parler de l'impossibilité d'une distanciation physique pour se protéger du covid.

## Une nouvelle révolution est à l'ordre du jour

La République dont se prévaut Macron, celle des classes possédantes, a fait faillite. Elle est au service d'une mince couche de privilégiés aussi parasites que l'étaient la noblesse et le clergé avant la grande révolution française.

Une nouvelle révolution est à l'ordre du jour qui libère la société du carcan de la propriété privée capitaliste. Nul besoin de patrons, de marchés financiers, de Bourses et d'actionnaires pour faire fonctionner la société. Bien au contraire, c'est ce qui empêche l'économie de tourner pour la satisfaction des besoins de l'humanité et la sauvegarde de la planète.

Nous voulons agir pour que les exploités, les opprimés se regroupent sous leur propre drapeau, avec la conscience que cette nouvelle révolution pour renverser l'oligarchie financière, en finir avec le capitalisme et le pouvoir des multinationales est non seulement indispensable mais possible.

Chaque progrès dans l'organisation démocratique de la lutte pour les droits sociaux et démocratiques des travailleurs et de la population, dans son élargissement et son approfondissement, est un pas dans ce sens. Les journées de mobilisation du 12 septembre aux côtés des Gilets jaunes et du 17 septembre dans le cadre de la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations, leur préparation, seront une nouvelle occasion d'exprimer et d'aider à ce que s'expriment le mécontentement, la révolte, le besoin de dignité, de justice sociale, de démocratie qui sont le terreau de la révolution à venir. Une étape pour la suite...

Galia Trépère

## Faire du NPA le porte-parole de la révolte et de la contestation des travailleurs, des femmes, des jeunes, leur outil politique

Bien des ami.e.s et camarades lectrices et lecteurs ont été surpris d'apprendre par un article du journal *Le Monde* le 27 juillet dernier intitulé « *Le Nouveau Parti anticapitaliste menacé d'implosion* », que de « *profonds climaxes internes* » menacent notre organisation de « *'Scission', le terme n'est désormais plus tabou au Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). L'organisation révolutionnaire connaît une crise sans précédent [...] La majorité, emmenée par Olivier Besancenot, envisage de proposer une séparation à l'amiable aux autres minorités, accusées de bloquer le fonctionnement collectif* ».

Au lendemain de l'Université d'été du NPA où la question a été largement discutée, il nous semble nécessaire de donner notre point de vue. Le débat est public, la publicité des débats politiques normale et nécessaire.

La crise n'est pas nouvelle. Elle résulte de divergences politiques et concerne toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le combat du NPA. La surmonter signifie faire vivre des rapports démocratiques, faire vivre la discussion sur la nouvelle période et nos tâches en vue de définir ce qui, dix ans après la fondation du NPA, constitue notre socle commun, un programme pour les travailleurs face à la débâcle du capitalisme, et surmonter la logique délétère des fractions.

Le NPA, ses militant.e.s n'échappent pas aux difficultés que connaissent l'ensemble du mouvement ouvrier, la société en général, conséquences des bouleversements en cours que la pandémie accélère et aggrave. Nous n'échappons pas à ce moment charnière que connaît le monde engagé dans une crise sans précédent dont personne ne mesure l'ampleur ni ne voit réellement l'issue. Et il serait illusoire de croire pouvoir la dépasser en se réfugiant dans des certitudes, des proclamations révolutionnaires aussi « justes » soient-elles.

Pour le NPA, comme pour l'ensemble des militant.e.s du mouvement ouvrier, il est indispensable d'ouvrir un large débat sur la compréhension que nous avons de la période pour en dégager les possibilités et les perspectives nouvelles qu'elle ouvre.

Discuter de l'avenir du NPA, puisque des camarades le remettent en cause, discuter du parti dont le mouvement ouvrier a besoin, c'est discuter du programme pour les luttes de la classe ouvrière, des opprimés face à l'écroulement capitaliste révélé et accentué par la pandémie, pour la transformation révolutionnaire de la société.

Durant les luttes et mobilisations ici depuis 2016, comme dans les révoltes qui ont secoué le monde depuis 2011 ou ces derniers mois et semaines en Algérie, au Liban, en Biélorussie, aux Etats-Unis, en Amérique latine, à Hong Kong..., partout se pose la question des perspectives, du programme pour les luttes des travailleurs et des classes populaires.

Les ruptures s'approfondissent avec la gauche institutionnelle, avec le dialogue social, il nous est indispensable d'en prendre la mesure et d'armer ces évolutions de conscience.

### Faire face à la crise des perspectives du mouvement ouvrier, la crise du projet socialiste et communiste, du projet révolutionnaire

Notre propos n'est pas de rechercher des responsables aux difficultés du NPA, de rentrer dans la logique des accusations réciproques, mais de discuter des raisons politiques de nos difficultés et des réponses que nous pouvons y apporter avec celles et ceux qui le souhaitent.

Le morcellement du parti est un problème, son sabotage serait la pire des « solutions ». Mais il n'y aura pas de statut quo.

On ne peut que regretter que le débat stratégique autour des voies et moyens de la transformation révolutionnaire à l'époque du capitalisme financier mondialisé ait été repoussé jusqu'à ce jour. A deux reprises dans l'année, une majorité du Conseil politique national (CPN) a refusé l'ouverture d'un débat sur quel parti construire, autour de quel programme. Le débat stratégique décidé lors du dernier congrès n'a jamais été réellement engagé et n'a débouché sur rien. Cette difficulté à aller au bout des discussions n'est pas l'apanage de la seule fraction majoritaire. Elle est partagée par d'autres en fonction d'une logique fractionnelle où chacun défend ce qui, à ses propres yeux, justifie son existence au détriment de l'élaboration collective. L'attitude de la fraction majoritaire, qui se reconnaît dans la IV<sup>ème</sup> internationale, a très largement contribué à renforcer cette logique, même si elle n'est pas seule responsable de la crise.

Les choix que font aujourd'hui ces camarades obéissent à une cohérence politique. Les évolutions au sein du NPA sont en lien avec les débats internationaux, en particulier les choix faits ces dernières années par la IV<sup>ème</sup> internationale. Loin de remettre en cause lors de son dernier congrès en janvier 2018, un mois avant celui du NPA, l'orientation dite des partis « larges » laissant ouverte la délimitation stratégique, la IV<sup>e</sup> a réaffirmé cette orientation dont le bilan est pourtant catastrophique comme, par exemple en Espagne, sa politique dans la construction de Podemos et l'exclusion des camarades d'Izar qui la contestaient.

L'état de morcellement dans lequel se trouve aujourd'hui le NPA résulte du développement d'une divergence de fond que la majorité a toujours refusé de clarifier : construire un parti large qui entraîne, sous couvert d'unité, la recherche constante d'alliances avec la gauche radicale ou développer une politique de construction de parti anticapitaliste et révolutionnaire, indépendante de cette gauche sans pour autant refuser les alliances dans le cadre des luttes et mobilisations.

Et c'est bien cette discussion qu'il nous faut mener, qui s'impose à nous. Elle sera au cœur du prochain congrès, une discussion en prise avec la réalité de l'évolution sociale et politique hors des proclamations ou auto-proclamations.

## **Une démarche pour élaborer collectivement, créer une dynamique démocratique sans préalable**

Nous avons, lors du dernier CPN, en réponse aux velléités de rupture, proposé une motion définissant une démarche pour trouver une issue en prenant à bras le corps les responsabilités et les tâches qui nous incombent. Cette motion - adoptée au final à la quasi-unanimité - propose d'« *élaborer un plan d'urgence sociale, sanitaire, écologique, économique, démocratique, un plan s'inscrivant dans une démarche transitoire liant les revendications immédiates, vitales, de l'ensemble du monde du travail, de notre camp social, et les moyens pour les imposer, à la nécessité du contrôle de l'organisation de la société par les classes populaires, un « plan de mesures transitoires du capitalisme au socialisme » selon la formule de Trotsky* ».

La démarche ne vise nullement à nier les désaccords ou divergences, mais à les discuter pour élaborer ce qui est commun, avancer vers un document programmatique pour faire face à la période, à nos tâches. Un premier travail d'élaboration sur les urgences de la rentrée peut être une première étape, instrument d'une large campagne politique, mais il doit déboucher sur un document programmatique définissant notre socle commun.

Il est vital de définir ce qui nous rassemble, le contenu de nos interventions communes sans nier ni les divergences ni le droit à l'expérimentation.

Nous savons que les réticences sont nombreuses. Les réflexes, les logiques et les rivalités de fractions reprennent vite leurs droits.

Réussir dans l'entreprise présuppose une révolution culturelle au sein du NPA, une prise de conscience collective qu'il est urgent de se libérer de la logique fractionnelle, de l'état d'esprit dont elle se nourrit et qu'elle entretient.

Le développement accéléré de la crise du capitalisme mondialisé nous impose de faire du neuf, de nous dépasser pour nous donner collectivement les moyens de faire face au mieux à nos responsabilités.

Pour justifier sa propre existence, y compris à ses propres yeux, chaque fraction qui fait le choix de se pérenniser se convainc que son apport en tant que fraction est indispensable, voire qu'elle est la force à partir de laquelle se construira un parti révolutionnaire, ou pourra être reconstruite la IV<sup>ème</sup> Internationale.

Cet état d'esprit, même s'il prétend entretenir avec les autres fractions des relations de bon voisinage, voire de coopération, nourrit de fait un sectarisme. Il est présent, d'une façon ou d'une autre, dans tous les courants du mouvement trotskyste, dont nos camarades de Lutte ouvrière. Il entretient et justifie la division.

Les divergences qui existent entre nous sont des discussions sur la façon de mettre en œuvre notre projet commun, elles sont des discussions entre révolutionnaires et devraient participer d'une démocratie révolutionnaire. Sinon, effectivement, la logique de rupture est incontournable.

L'immense mérite du NPA est d'avoir tenté de rompre avec cette logique, sa légitimité quelle que soit la confusion qui y a prévalu.

Cet acquis prend un sens décisif aujourd'hui où s'ouvre une période de grande instabilité sociale et politique à l'échelle internationale comme ici, prémisses de mouvements révolutionnaires. Mais le faire vivre, lui donner une nouvelle dynamique implique d'être capable de se dégager du passé pour penser la nouvelle période, définir les bases politiques et stratégiques du parti que nous appelons les travailleurs, la jeunesse à construire pour et par eux-mêmes.

C'est aussi la seule voie pour sortir de cette conception du « *parti d'avant-garde* », « *guide éclairé* » qui sait et dit aux travailleurs ce qu'ils devraient faire, pour nous donner les moyens d'être les porte-parole de la révolte et des aspirations du monde du travail, de la jeunesse, des femmes, de leurs luttes pour contribuer à leur auto-organisation et à leur prise de conscience qu'ils représentent l'issue à la faillite du capitalisme.

## **La question du pouvoir, des voies et moyens pour y parvenir**

La gauche parlementaire et syndicale pose sans complexe la question du pouvoir, sur le terrain institutionnel. De LFI à EELV, dans le collectif « Plus jamais ça » dont font partie, entre autres, la CGT, Solidaires ou Attac, se discutent les possibles « *recompositions* » à gauche dans l'objectif de 2022.

Eric Coquerel, invité dans un des débats de notre Université d'été a affirmé que « *le camp de la révolution peut remporter la présidentielle [...] par les urnes* » tandis qu'aux journées de la LFI, Mélenchon s'affichait à côté d'Eric Piolle, maire de Grenoble, qui postule à l'investiture EELV, et de Martinez, secrétaire général de la CGT.

Cela souligne l'urgence de formuler une politique clairement indépendante de la gauche sociale et politique, « *radicale* » ou non, et de rompre avec les ambiguïtés cultivées par la majorité de direction du NPA.

La recherche permanente « *d'unité* » avec cette gauche désarme les travailleurs et les militants. Elle exprime le manque de confiance dans nos idées, dans notre camp social et dans ses capacités d'initiative, de postuler à la direction de la société.

Au contraire, il nous faut porter la révolte, les colères, la soif de justice sociale, de dignité, de démocratie de toutes celles et ceux qui sont écœurés par les politiques institutionnelles. Il faut aider cette révolte en l'armant d'une conscience de classe alors que les réactionnaires sont à

l'offensive, tentant d'instrumentaliser la révolte et la défiance vis-à-vis de la gauche faillie.

Oui, il faut œuvrer au rassemblement, celui des militants des luttes, travailleurs et travailleuses, jeunes, précaires, sur des bases d'indépendance de classe, en rupture avec les politiques institutionnelles. Cette nécessité s'impose à tous les militants révolutionnaires, dont nos camarades de LO venus eux aussi débattre à l'université d'été.

Tout ce qui se discute dans le mouvement ouvrier pose la question de la démocratie et du contrôle par les travailleurs de la production et des échanges : comment les travailleurs, les classes populaires peuvent disputer et arracher le pouvoir à l'oligarchie financière et comment l'exercer, quelle démocratie ouvrière, populaire, révolutionnaire ?

Nous ne sommes ni en 1847 quand Marx écrivait le *Manifeste du Parti Communiste*, ni en 1917 quand Lénine écrivait *L'État et la Révolution* alors que le prolétariat de Petrograd s'apprêtait à prendre le pouvoir dans une Russie pas encore sortie de la féodalité, ni en 1938 quand Trotsky formulait le *Programme de transition*. Et il ne s'agit pas de réécrire ce programme ou de l'actualiser. Mais nous avons besoin de nous en approprier la méthode pour penser aujourd'hui.

La nécessité que les opprimé.e.s prennent eux-mêmes et elles-mêmes leurs « affaires en main » s'exprime dans les mobilisations du monde entier... Celles pour le climat,

contre le racisme et la répression d'État, contre les oppressions et violences sexuelles sont autant de manifestations d'un profond mouvement de contestation de la domination capitaliste.

## **Ne pas se dérober aux responsabilités**

Personne ne peut dire ce que seront les prochains mois, les bouleversements à venir, les étapes de la lutte de classe. Mais notre capacité à répondre aux besoins des éléments les plus avancés du mouvement ouvrier, à nourrir les discussions, à apporter une compréhension des bouleversements en cours, des perspectives, à leur offrir un cadre militant ouvert et démocratique dépend de notre capacité collective à surmonter nos divisions et clivages, à formuler ce qui nous est commun comme le contenu des désaccords. Cela dépend de la capacité de chacune et chacun à dépasser les logiques et rivalités de groupes pour s'engager à tous les niveaux de la construction du parti.

Nous sommes convaincus que personne ne pourra se dérober aux responsabilités que nous donne la catastrophe économique, sociale, sanitaire, écologique, démocratique en cours. Réunir nos forces, rassembler autour de nos perspectives est la tâche prioritaire de cette rentrée. Le congrès à venir doit être l'occasion de donner un nouvel élan au projet du NPA de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires.

*Isabelle Ufferte*